

Adresse
9, rue Grand-Pré
CH – 1202 Genève

Contact
T. + 41(0)22 700 15 00
F. + 41(0)22 700 15 47

Site internet
www.groupesida.ch
Blog
www.groupesida.ch/filrouge

Fonds de solidarité
Mention : Don fonds solidarité
IBAN
CH78 0078 8000 A077 60776



COMMUNIQUE DE PRESSE – 15.12.2017

La Suisse revient sur ses engagements internationaux dans la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme

Jeudi 14 décembre 2017, les chambres fédérales ont approuvé des coupes à la coopération au développement qui abaisseront la part de **l'aide publique au développement à moins de 0.5% du RNB** plaçant la Suisse bien en-deçà de l'objectif de 0.7% fixé par l'ONU que notre pays s'est engagé à atteindre.ⁱ

Dans cette réduction, est incluse une coupe significative à la contribution de la Suisse au **Fonds mondial de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme (GFATM)** pour la période 2017-2019. Au lieu des CHF 60 millions sur lesquels la Suisse s'était engagée à l'occasion de la Cinquième **Conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme** qui s'est tenue à Montréal le 16 et 17 septembre 2016ⁱⁱ, elle ne versera que CHF 57 millions.ⁱⁱⁱ

Si une économie de CHF 3 millions est négligeable au vue d'un budget totalisant CHF 71 milliards qui présente un bénéfice de CHF 295 millions, cette coupe dans le soutien au Fonds mondial **aura des conséquences dramatiques :**

Elle se traduira par 4 134 vies de moins sauvées, 54 480 nouvelles infections par le VIH, la tuberculose et le paludisme qui auraient pu être évitées et 953 femmes de moins sous traitement préventif de la transmission mère-enfant^{iv}. Transposé aux 5 131 naissances enregistrées à Genève en 2016^v, cela reviendrait à près d'un enfant sur cinq qui naitrait séropositif dans notre canton.

La disproportion de cette économie est encore plus flagrante si l'on considère que la contribution Suisse pour la période 2017-2019 est l'une des plus modestes parmi les pays à revenu élevé qui contribuent au GFATM et ne représente que **CHF 2.20 par année par habitant** alors que la contribution du Luxembourg ou du Canada représente plus de CHF 5 par habitant, celle de la France CHF 6 par habitant et celle de la Norvège plus de CHF 14 par habitant.^{vi} Depuis la création du Fonds mondial en 2001, la Suisse n'a contribué qu'à hauteur de **CHF 1 par année par habitant.**

Le Groupe sida Genève s'indigne que la Suisse manque ainsi à ses engagements internationaux. Les élu-e-s à Berne ont été alertés depuis cet été des conséquences sur le futur de la lutte contre VIH, la tuberculose et le paludisme de cette réduction. Nous sommes reconnaissants aux élu-e-s qui auront tout fait pour contrer cette dérive et qui ont empêché des coupes encore plus catastrophiques demandées par une minorité au Parlement.

20.9 millions de personnes, donc plus de la moitié des personnes vivant avec le VIH, bénéficient aujourd'hui d'un accès effectif aux traitements contre seulement 3.3% en 2005.^{vii} Le nombre de décès dus au sida a baissé de près de la moitié en dix ans, passant de 1.9 millions en 2005 à 1 million en 2016.^{viii} L'espérance de vie productive des personnes vivant avec le VIH et bénéficiant d'un traitement antirétroviral a elle augmenté de dix années.^{ix} **Le Fonds mondial est l'un des principaux architectes de ces succès.**

Le financement du Fonds mondial a également permis de **sauver plus de 22 millions de vies et de réduire de près d'un tiers les décès** au cours des dix dernières années pour les autres pathologies contre lesquelles il lutte. La mortalité liée au **paludisme** chez les enfants de moins de 5 ans a ainsi baissé de plus de 60%^x et celle imputable à la **tuberculose** a diminué de 31% entre 2000 et 2016^{xi}. En l'absence d'intervention, la mortalité aurait été plus de trois fois plus élevée. Le nombre de personnes traitées pour les formes multirésistantes de la tuberculose en Europe de l'est et centrale a plus que quintuplé depuis 2010.^{xii}

La riposte au VIH/sida a également atteint un carrefour décisif, et les bailleurs de fonds se trouvent face à une opportunité de portée historique : s'ils augmentent leur engagement, il deviendra possible de **mettre un terme à l'épidémie du VIH/sida d'ici à horizon 2030^{xiii}** et d'atteindre ainsi l'objectif de développement durable 3.3 fixé en 2015 par l'Assemblée générale des Nations Unies.

Dans ce contexte, il est important de noter que les pays bénéficiant des investissements internationaux ont fourni un effort considérable et augmenté les financements nationaux des programmes du Sud : les moyens déployés par les pays à revenus faibles et intermédiaires représentent actuellement **plus de la moitié des sommes consacrées à la riposte au VIH/sida dans les pays à revenus faibles et intermédiaires**, les investissements dans la lutte par les états bailleurs **ayant chuté de 13% en 2015 et de 7% en 2016** pour ne représenter plus que USD 7 milliards en 2017^{xiv}. Toute baisse des contributions des pays donateurs du Fonds mondial, comme celle décidée par la Suisse, entraîne une perte d'une partie **financements des États-Unis** correspondant à 1 dollar perdu pour USD 2 de coupe^{xv}.

Le relâchement qui s'amorce aujourd'hui en Suisse ne sera donc pas sans conséquences. L'épidémie du VIH/sida, comme celles du paludisme et de la tuberculose, risque de reprendre le dessus sur les programmes de prévention et de traitement, **entraînera une augmentation du nombre d'infections et de décès**^{xvi}. L'occasion de sauver des centaines de milliers de vies aura été perdue.

Nous avons le choix entre briser le cycle de nouvelles infections et éliminer le VIH dans le monde **tant que les coûts sont encore abordables** ou laisser l'épidémie continuer de croître et assumer des coûts bien plus élevés dans le futur aussi en bien en termes de vies humaines qu'en termes de financement.

La décision de Parlement suisse revient à hypothéquer les générations futures avec une crise que nous serions en mesure de résoudre aujourd'hui.

La Suisse peut et doit faire mieux. Le VIH, la tuberculose et le paludisme feront encore l'objet des débats budgétaires dans les années à venir, et le Groupe sida Genève continuera à faire appel à la Confédération pour honorer ses engagements internationaux de contribuer à mettre un terme aux épidémies et à atteindre les Objectifs du développement durable.

Contact médias :

Heide Jimenez Dávila

Présidente

Tel. +41 (0)22 700 15 00

Heide.Jimenez@groupesida.ch

ⁱ ONU, A/RES/69/315, 1 septembre 2015, Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030, Objectif 17 : Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser ; Conseil fédéral, Position de la Suisse sur un cadre pour un développement durable après 2015, 25.06.2014.

ⁱⁱ Global Fund, *Global Fund Donors Pledge Nearly \$13 Billion to Help End Epidemics*, News release, 17 septembre 2016, https://www.theglobalfund.org/media/1504/replenishment_2016conferencepledges_list_en.pdf; La Suisse s'était engagé à hauteur de 60 millions de francs : Pledges at Global Fund Replenishment Conference. 16-17 September 2016, Montreal, Canada, https://www.theglobalfund.org/media/1504/replenishment_2016conferencepledges_list_en.pdf

ⁱⁱⁱ Conseil fédéral, communiqué de presse, « La Suisse poursuit ses efforts dans la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme », 23 août 2017

^{iv} Voir infographie Friends of the Global Fund annexée.

^v Annuaire statistique du canton de Genève 2017, Bilan démographique selon l'origine et le sexe, par type de mouvement, t 01.11 en 2016, chiffres annuels, p. 19.

^{vi} GFATM, Pledges and Contributions, 1.11.2017. UN, "Total Population - Both Sexes". World Population Prospects, the 2017 Revision. United Nations Department of Economic and Social Affairs, Population Division, Population Estimates and Projections Section. July 2017.

^{vii} ONUSIDA, Fiche d'information — Dernières statistiques sur l'état de l'épidémie de sida, 20 novembre 2017, p. 32 ss.

^{viii} ONUSIDA, Ending AIDS: Progress towards the 90–90–90 targets, juillet 2017, p. 22 ss.

^{ix} *Ibid.*, p. 53 ss.

^x GFATM, Global Fund Results Report 2017, p. 5.

^{xi} GFATM, Global Fund Results Report 2016, p. 20.

^{xii} *Ibid.*, p.24

^{xiii} ONUSIDA, 90-90-90: une cible ambitieuse de traitement pour aider à mettre fin à l'épidémie du sida, 8 octobre 2014, p.

^{xiv} *Ibid.* p. 3.

^{xv} De par leur législation, les Etats-Unis ne peuvent contribuer plus du tiers des financements d'une organisation et la possibilité de contribuer à hauteur de 50% des promesses des états tiers se termine au 30 Septembre 2017. (<https://www.law.cornell.edu/uscode/text/22/7622>)

^{xvi} Stover J, Bollinger L, Izazola JA, Loures L, DeLay P, et al., What Is Required to End the AIDS Epidemic as a Public Health Threat by 2030? The Cost and Impact of the Fast-Track Approach. PLOS ONE 11(6), 9 mai 2016, p. 11.